Document generated on 07/17/2025 7:49 p.m.

Sens public

Marcher encore pour que rien ne change ?
De l'urgence de rénover notre démocratie

Dominic Desroches

2012

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1062878ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1062878ar

See table of contents

Publisher(s)

Département des littératures de langue française

ISSN

2104-3272 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Desroches, D. (2012). Marcher encore pour que rien ne change ? De l'urgence de rénover notre démocratie. *Sens public*. https://doi.org/10.7202/1062878ar

Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0) Sens-Public, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Sens [public]
Revue internationale
International Web Journal
www.sens-public.org

Marcher encore pour que rien ne change ?

De l'urgence de rénover notre démocratie

Dominic Desroches

Marcher encore pour que rien ne change ?

De l'urgence de rénover notre démocratie

Dominic Desroches

« Et si l'indignation agissait au profit de ceux qui se satisfont ou même qui sont responsables de l'état de fait contre lequel nous nous indignons ? Il n'est pas impossible que ces explosions de mécontentement irrité soient moins transformatrices de la réalité qu'un travail soutenu visant à formuler de bonnes analyses et à tenter patiemment d'introduire quelques améliorations. »

Daniel Innerarity

Ce qui devait arriver arriva. À force de négligence et d'arrogance, à force de mépris et de dénis de démocratie, vient un temps noir, une dépression, un climat orageux qui incitent certains indignés à agir avec force. Ces « indignés », ce sont des étudiants de collèges et d'universités en grève depuis dix semaines qui, non sans raison d'ailleurs, en viennent à penser que la seule solution pour être entendus des autorités québécoises en déroute se trouve dans la violence.

Depuis plus d'une semaine déjà, les médias acteurs rapportent plusieurs actes de vandalisme. Ces médias répètent en chœur les propos du gouvernement qui dit ne pas vouloir céder à l'intimidation. Ces médias, répétant le discours du gouvernement, voient du « boycott » dans la grève et laissent entendre que les leaders sont irresponsables, comme des pirates. Ils publient un sondage qui fait croire que l'appui à la grève étudiante diminue. Pis encore : ils invitent les étudiants à cesser leurs manifestations, de même qu'à condamner au passage la violence dont sont victimes les étudiants et les professeurs.

On le voit bien : ce gouvernement cherche, et c'était déjà écrit depuis le début du conflit, à diviser le mouvement étudiant en isolant la CLASSE (la Coalition large pour une association syndicale étudiante), la frange la plus radicale des associations étudiantes. Il récupère les actes de violence ciblés pour rendre illégitime la démocratie étudiante. Il multiplie les arrestations et on assiste au déploiement progressif de la police anti-émeute sur les campus. La grève coûte déjà beaucoup plus cher que ce que la hausse des frais de scolarité décrétée aurait permis d'amasser dans les coffres du gouvernement. Voilà pourquoi, face au mépris de certains éditorialistes

Article publié en ligne : 2012/04
http://www.sens-public.org/spip.php?article961

téléguidés et autres chroniqueurs de droite patentés – c'est bien connu, les médias sont des acteurs qui campent du côté du *statu quo* et leur objectivité consiste à dire que rien ne doit changer – les associations étudiantes protègent leurs assemblées et reçoivent encore l'appui de professeurs, de parents et de syndicats.

Leur cause est juste, le temps politique travaille pour elles et le mouvement s'inscrit déjà dans l'histoire moderne du Québec. Nous sommes entrés dans la « tempête d'Avril 2012 » : le navire du gouvernement libéral vogue lentement vers son naufrage, lequel entraînera avec lui des étudiants, des institutions, mais aussi une bonne partie de la population composée de parents, de professeurs et d'employés qui sont des victimes collatérales du conflit. Ce naufrage prévisible, dans la violence croissante, s'expliquera très bien.

Un gouvernement libéral qui ne gouverne plus

Quand le gouvernement ne gouverne plus, quand le capitaine fait porter sa responsabilité aux autres, que la ministre de l'Éducation veut que la CLASSE condamne la violence alors qu'elle ne condamne pas celle de ses policiers, la peur peut se transformer en courage et l'action devenir saccage et destruction. Quand le gouvernement incite à la violence pour diviser et que la matraque devient fétiche, la démocratie est mise à mal. En invitant les étudiants à retourner en classe malgré la grève et en appuyant les injonctions et les directeurs paniqués contre la majorité démocratique, le gouvernement montre qu'il est irresponsable. Il cherche des affrontements et des altercations avec ses forces de l'ordre pour justifier son inaction. Il joue la provocation et cherche à mater la colère des jeunes indignés. Que dire d'un Premier ministre qui, au Palais des congrès, se moque des étudiants qui manifestent et fait des blagues ? Est-il digne de la plus haute fonction politique quand, devant les PDG des grandes minières, il rit de la jeunesse qui manifeste ?

Un gouvernement autiste qui ne reconnaît pas la démocratie québécoise

Le gouvernement ne veut pas négocier avec les étudiants. Pourtant, il a déjà négocié, en 1990, avec des autochtones qui bloquaient des routes, un pont, et qui étaient armés et masqués ? Pendant la « crise d'Oka », le gouvernement a dû recourir à l'armée canadienne et s'est entendu avec des Mohawks beaucoup plus violents que des étudiants en grève depuis dix semaines !

Pour lui, autiste, on ne peut pas revenir sur la hausse des frais de scolarité programmée dans le budget. Il dit faire des propositions aux étudiants, sur l'endettement et l'administration des universités notamment, mais sans aborder le cœur du problème. Il refuse la réalité. Il ne veut pas s'entendre avec les étudiants ni entendre raison. Il se comporte comme les libéraux fédéraux qui ne voulaient pas reconnaître la démocratie québécoise, les lois du Québec, le problème constitutionnel canadien et un référendum gagnant. La gouvernance de Charest, un ancien

conservateur d'Ottawa, ressemble de plus en plus à celle des Trudeau, Chrétien et Dion : elle se moque de la volonté des québécois francophones. Son entêtement n'est digne que de la fédération canadienne, dirigée aujourd'hui par les monarchistes conservateurs de droite. Ici, on oblige sans l'appui de la population. On impose sans discuter. On méprise et on ramène des symboles britanniques. On dirige dans la division. On « règne » dans une fausse démocratie où la violence s'accroît.

À qui sert la démocratie québécoise ?

Après avoir fait déferler une marée humaine de 200 000 personnes le 22 mars dernier sur Montréal et s'être donné un printemps politique, les étudiants ne sont pas encore respectés par le gouvernement. Ils ont manifesté de manière originale et pacifique pendant dix semaines et la ministre ne veut pas discuter. Que faire quand on a signé des dizaines de pétitions et que rien ne change ? Que penser quand les médias convergents sont incapables de couvrir, dans leurs bulletins de nouvelles, la journée la Terre qui a réuni 250 000 personnes au centre-ville de Montréal ? À quoi et à qui peut servir la démocratie lorsque le gouvernement libéral ne se sent pas concerné et qu'il se moque d'une population qui marche et manifeste depuis si longtemps ?

Marcher pour que rien ne change ?

Pour reprendre une idée de Daniel Innerarity, l'indignation doit entrer dans la politique institutionnelle structurée pour être effective. Hier, au Québec, on a bien vu que la population insatisfaite de l'Assemblée nationale n'a que bien peu de pouvoir sur un gouvernement libéral qui, usé par le pouvoir, a tout de même été élu démocratiquement. Elle marche et manifeste, elle y va de performances en performances, elle signe des pétitions, mais rien ne change.

La ministre doit, ce soir, rencontrer les représentants étudiants, mais le problème reste entier. Une bonne partie de la population ne croit plus à la démocratie et à la volonté populaire. Le cynisme ne disparaîtra pas.

Les Québécois ne devront pas seulement se présenter aux urnes, voter contre le parti libéral, mais ils devront rénover leur démocratie qui est malade. Le printemps québécois n'est pas une erreur d'appellation, une crise superficielle, c'est une occasion idéale de changer un modèle de gouvernance qui peut, s'il le veut, continuer d'ignorer un mouvement social sans précédent.

Article publié en ligne : 2012/04
http://www.sens-public.org/spip.php?article961